

# **APPLIQUÉE AUX SERVICES PUBLICS... LA LOGIQUE CAPITALISTE !**

Aujourd'hui plus que jamais, les services publics sont la cible du "libéralisme avancé" : fermeture des bureaux de poste, des administrations de proximité, des classes trop peu surchargées, des petites maternités et des services hospitaliers non "rentables"... Seuls secteurs épargnés : tribunaux, police, prisons.

Nous savons la dégradation des transports publics (et la perte de sécurité) dans le système anglo-saxon prôné par le Pouvoir, le gonflement démesuré des factures énergétiques (électricité par exemple) dans le secteur passé au privé... La liste est longue.

## **TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS**

Sous les prétextes de qualité et d'efficacité se cache de fait l'objectif de rentabilité : il faut faire travailler plus pour produire plus. nécessité

La réforme Fillon a allongé les durées de cotisation à 40, 41 et bientôt 42 ans pour les retraites. Les services sont réorganisés, les établissements fermés, les personnels regroupés. La pénurie organisée des effectifs alourdit la charge de travail mais conduit aussi à la remise en cause des droits des personnels (droits aux congés, remplacements à combler). 15 000 suppressions d'emplois sont ainsi inscrites dans la loi de finances 2007, (5 300 en 2006), qui conduisent à redéfinir en les maximisant les missions des fonctionnaires.

Dans le même temps, on a une baisse de plus de 7%, en sept ans, du pouvoir d'achat des travailleurs des hôpitaux, de l'éducation, des collectivités, de la poste, pour des salaires toujours plus dégradés des non titulaires restants.

## **EN FINIR AVEC LES DISCOURS DE PRÉTENDUE NÉCESSITÉ**

Bien que dégradé, le Service Public doit remplir ses missions. L'Etat se montre alors le 1er pourvoyeur de travail précaire avec un recours massif aux vacataires, contractuels, MA, EVS, CAE, assistants de toutes sortes dans l'Education, intérimaires et CDD à la Poste, 30% de non titulaires, soit plus de 500 000 agents dans la Fonction publique territoriale... sans statut (le Droit du Travail dans le secteur privé)

donc sans défense, soumis au vouloir, bon ou mauvais, du "chef", au salaire dérisoire, aux horaires incertains, à la menace du licenciement immédiat.

L'absence de personnels titulaires stables et qualifiés, c'est encore la détérioration des conditions de travail, la faiblesse de la présence adulte dans les écoles, la dégradation des matériels et de l'entretien des établissements...

La réponse de l'État ? Mobilité, flexibilité, allongement des temps de travail, remplacements à l'interne, nominations hors compétence et sur 2, voire 3 établissements...

## **ENSEMBLE, EXIGEONS**

- une augmentation générale des salaires, vers l'égalité salariale (contre les hiérarchies de revenus qui divisent les travailleurs),
- un recrutement massif de travailleurs titulaires en fonction des demandes des AG de salariés (seules à même d'évaluer les réels besoins sur le terrain),
- la titularisation immédiate, sans condition de concours ni de nationalité, de tous les travailleurs précaires de la fonction publique.

## **À TRAVAIL ÉGAL, STATUTS ET SALAIRES... ÉGAUX !**



**Confédération  
Nationale du Travail**  
1 rue Broca 59000 LILLE  
**[www.cnt-f.org/59-62](http://www.cnt-f.org/59-62)**

**03 20 56 96 10**